

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1801

[C — 2005/09529]

**22 JUNI 2005.** — *Loi introduisant des dispositions relatives à la médiation dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénale et dans le Code d'instruction criminelle* (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale*

**Art. 2.** Un article 3 ter, rédigé comme suit, est inséré dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénale :

« La possibilité de recourir à une médiation est offerte aux personnes ayant un intérêt direct dans le cadre d'une procédure judiciaire, conformément aux dispositions légales y afférentes.

La médiation est un processus permettant aux personnes en conflit de participer activement, si elles y consentent librement, et en toute confidentialité, à la résolution des difficultés résultant d'une infraction, avec l'aide d'un tiers neutre s'appuyant sur une méthodologie déterminée. Elle a pour objectif de faciliter la communication et d'aider les parties à parvenir d'elles-mêmes à un accord concernant les modalités et les conditions permettant l'apaisement et la réparation. »

#### CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le Code d'instruction criminelle*

**Art. 3.** L'article 163 du Code d'instruction criminelle, remplacé par la loi du 27 avril 1987 et modifié par la loi du 7 février 2003, est complété par l'alinéa suivant :

« Si des éléments de la médiation sont portés à la connaissance du juge conformément à l'article 555, § 1<sup>er</sup>, il en est fait mention dans le jugement. Le juge peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans le jugement. »

**Art. 4.** A l'article 195 du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 1987 et modifié par la loi du 24 décembre 1993, un alinéa quatre est inséré, libellé comme suit :

« Si des éléments de la médiation sont portés à la connaissance du juge conformément à l'article 555, § 1<sup>er</sup>, il en est fait mention dans le jugement. Le juge peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans le jugement. »

**Art. 5.** Dans le livre II du même Code, l'intitulé du titre VI, abrogé par la loi du 10 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Titre VI. - De la médiation ».

**Art. 6.** Dans le livre II, titre VI, du même Code, l'article 553, abrogé par la loi du 10 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 553. § 1<sup>er</sup>. Sous réserve de l'article 216ter du présent Code, toute personne qui a un intérêt direct peut, dans chaque phase de la procédure pénale et de l'exécution de la peine formuler une demande de médiation.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1801

[C — 2005/09529]

**22 JUNI 2005.** — *Wet tot invoering van bepalingen inzake de bemiddeling in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering en in het Wetboek van strafvordering* (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering*

**Art. 2.** In de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 3 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Aan de personen die een direct belang hebben in het kader van een gerechtelijke procedure wordt de mogelijkheid geboden om beroep te doen op bemiddeling, overeenkomstig de desbetreffende wettelijke bepalingen.

Bemiddeling is een proces dat aan personen in conflict toelaat om, als zij er vrijwillig mee instemmen, actief en in alle vertrouwelijkheid deel te nemen aan het oplossen van moeilijkheden die voortvloeien uit een misdrijf, met de hulp van een neutrale derde en gegrond op een bepaalde methodologie. Ze heeft tot doel de communicatie te vergemakkelijken en partijen te helpen zelf te komen tot een akkoord inzake de nadere regels en voorwaarden die tot pacificatie en herstel kunnen leiden. »

#### HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van strafvordering*

**Art. 3.** Artikel 163 van het Wetboek van strafvordering, vervangen bij de wet van 27 april 1987 en gewijzigd bij de wet van 7 februari 2003, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien er door een bemiddeling elementen overeenkomstig artikel 555, § 1, aan de rechter ter kennis worden gebracht, wordt dit in het vonnis vermeld. De rechter kan hiermee rekening houden en vermeldt dit in voorkomend geval in het vonnis. »

**Art. 4.** In artikel 195 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 1987 en gewijzigd bij de wet van 24 december 1993, wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien er door een bemiddeling elementen overeenkomstig artikel 555, § 1, aan de rechter ter kennis worden gebracht, wordt dit in het vonnis vermeld. De rechter kan hiermee rekening houden en vermeldt dit in voorkomend geval in het vonnis. »

**Art. 5.** In boek II, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van titel VI, opgeheven bij de wet van 10 juli 1967, hersteld in de volgende lezing :

« Titel VI. - Bemiddeling ».

**Art. 6.** In boek II, titel VI, van hetzelfde Wetboek, wordt artikel 553, opgeheven bij de wet van 10 juli 1967, hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 553. § 1. Onder voorbehoud van artikel 216ter van dit Wetboek, kan elkeen die een direct belang heeft in elke fase van de strafprocedure en tijdens de strafuitvoering verzoeken om bemiddeling.

§ 2. Le ministère public, le juge d'instruction, les juridictions d'instruction et le juge veillent à ce que les parties impliquées dans une procédure judiciaire soient informées sur la possibilité de demander une médiation. Pour autant qu'ils l'estiment opportun dans des dossiers concrets, ils peuvent eux-mêmes proposer une médiation aux parties.

§ 3. La demande de médiation est adressée à un service visé à l'article 554, § 1<sup>er</sup>.

Ce service peut informer le procureur du Roi de la demande et solliciter le cas échéant l'autorisation de prendre connaissance du dossier.

§ 4. Les parties peuvent se faire assister par un avocat au cours de la médiation. »

**Art. 7.** Dans le livre II, titre VI, du même Code, l'article 554, abrogé par la loi du 10 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 554. § 1<sup>er</sup>. Les médiateurs font partie d'un service qui offre de la médiation et qui est agréé par le Ministre de la Justice. Les critères d'agrément sont fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et ont trait à la personnalité juridique du service, à ses activités, à sa composition pluridisciplinaire et à l'obligation de prévoir une formation adaptée et un soutien spécialisé. En outre, le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les procédures d'octroi, de suspension et de retrait d'agrément ainsi que l'organisation de financement de ces services.

§ 2. Il est créé auprès du Service public fédéral Justice une "commission déontologique médiation" pour ces services. Cette commission aura pour mission d'élaborer et d'actualiser un code de déontologie en matière de médiation ainsi que d'assurer le suivi des problèmes déontologiques. La commission se compose de douze membres désignés sur la base de leurs connaissances et de leur expérience dans la matière. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les règles concernant la composition et le fonctionnement de la commission. La composition respecte la parité linguistique. »

**Art. 8.** Dans le livre II, titre VI, du même Code, l'article 555, abrogé par la loi du 10 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 555. § 1<sup>er</sup>. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention d'un médiateur sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 2. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 3. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le médiateur ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au médiateur. »

#### CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

**Art. 9.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Celle-ci a lieu au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit celle de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 9 entre en vigueur le jour de la publication de la loi au *Moniteur belge*.

§ 2. Het openbaar ministerie, de onderzoeksrechter, de onderzoeksgerechten en de rechter zien erop toe dat de personen betrokken in een gerechtelijke procedure worden geïnformeerd over de mogelijkheid een bemiddeling te vragen. Voor zover zij dit in concrete dossiers opportuun achten, kunnen zij zelf aan de partijen een bemiddeling voorstellen.

§ 3. De vraag tot bemiddeling wordt gericht aan een dienst bedoeld in artikel 554, § 1.

Deze dienst kan de procureur des Konings inlichten van deze vraag en, in voorkomend geval, om de toelating verzoeken kennis te mogen nemen van het dossier.

§ 4. De partijen kunnen tijdens de bemiddeling worden bijgestaan door een advocaat. »

**Art. 7.** In boek II, titel VI, van hetzelfde Wetboek, wordt artikel 554, opgeheven bij de wet van 10 juli 1967, hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 554. § 1. Bemiddelaars maken deel uit van een dienst die bemiddeling aanbiedt en die door de Minister van Justitie is erkend. De erkenningscriteria worden door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaald en hebben betrekking op de rechtspersoonlijkheid van de dienst, de activiteiten van de dienst, de multidisciplinaire samenstelling van de dienst en het verplicht zorgen voor een aangepaste vorming en een gespecialiseerde ondersteuning. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit tevens de procedures voor de toekenning, schorsing en intrekking van de erkenning evenals de regeling van de financiering van deze diensten.

§ 2. Bij de Federale Overheidsdienst Justitie wordt ten behoeve van deze diensten een "deontologische commissie" bemiddeling opgericht. Deze commissie heeft tot taak een deontologische code inzake bemiddeling op te stellen en te actualiseren en deontologische problemen op te volgen. De commissie bestaat uit twaalf leden die worden aangewezen op basis van hun kennis en ervaring inzake de materie. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de nadere regels inzake de samenstelling en de werking van de commissie. In de samenstelling wordt de taalpariteit in acht genomen. »

**Art. 8.** In boek II, titel VI, van hetzelfde Wetboek, wordt artikel 555, opgeheven bij de wet van 10 juli 1967, hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 555. § 1. De documenten die worden opgemaakt en de mededelingen die worden gedaan in het kader van de tussenkomst van de bemiddelaar zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen om het ter kennis van de gerechtelijke instanties te brengen. Zij kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, arbitrale of in enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 2. Vertrouwelijke documenten die toch zijn meegedeeld of waarop een partij steunt in strijd met de geheimhoudingsplicht, worden ambtshalve uit de debatten geweerd.

§ 3. Onverminderd de verplichtingen die hem bij wet worden opgelegd, mag de bemiddelaar de feiten waarvan hij uit hoofde van zijn ambt kennis krijgt, niet openbaar maken. Hij mag niet worden opgeroepen als getuige in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, arbitrale of in enige andere procedure met betrekking tot de feiten waarvan hij in de loop van een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de bemiddelaar. »

#### HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

**Art. 9.** De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt, namelijk uiterlijk op de laatste dag van de zesde maand die volgt op die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

In afwijking van het vorige lid, treedt artikel 9 in werking de dag waarop de wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

*Documents de la Chambre des représentants* : 51-1562

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Amendement.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte adopté par la commission.

N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral* : 4 mai 2005.

*Documents du Sénat* : 3-1184

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Décision de ne pas amender

*Annales du Sénat* : 9 juin 2005.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mme L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

*Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers* : 51-1562

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendement.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal Verslag* : 4 mei 2005.

*Stukken van de Senaat* : 3-1184

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Beslissing om niet te amenderen.

*Handelingen van de Senaat* : 9 juni 2005.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1802

[C — 2005/09528]

**22 JUNI 2005.** — *Loi modifiant l'article 216ter du Code d'instruction criminelle en vue de réintroduire le travail d'intérêt général dans le cadre de la médiation pénale* (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 216ter du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 10 février 1994 et modifié par les lois des 7 mai 1999 et 17 avril 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Il peut également inviter l'auteur de l'infraction à exécuter un travail d'intérêt général ou à suivre une formation déterminée d'une durée de 120 heures au plus dans le délai qu'il fixe. Ce délai est d'au moins un mois et de six mois au plus. »;

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par les alinéas suivants :

« En vue de l'application de l'alinéa précédent, le procureur du Roi peut charger la section du Service des Maisons de justice du SPF Justice de l'arrondissement judiciaire du lieu de résidence de l'auteur de l'infraction de la rédaction d'un rapport d'information succinct et/ou d'une enquête sociale.

Le travail d'intérêt général est effectué gratuitement par l'auteur de l'infraction pendant le temps laissé libre par ses éventuelles activités scolaires ou professionnelles.

Le travail d'intérêt général ne peut être effectué qu'auprès des services publics de l'Etat, des communes, des provinces, des communautés et des régions ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel.

Le travail d'intérêt général ne peut consister en un travail qui, dans le service public ou l'association désigné, est généralement exécuté par des travailleurs rémunérés. »;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1802

[C — 2005/09528]

**22 JUNI 2005.** — *Wet tot wijziging van artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering, teneinde de dienstverlening opnieuw in te voeren in het kader van de bemiddeling in strafzaken* (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 10 februari 1994 en gewijzigd bij de wetten van 7 mei 1999 en 17 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« Hij kan ook de dader van het misdrijf verzoeken in te stemmen met de uitvoering van een dienstverlening of met het volgen van een bepaalde vorming van ten hoogste 120 uren binnen een door hem bepaalde termijn. Deze termijn is ten minste een maand en ten hoogste zes maanden. »;

2° § 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Met het oog op de toepassing van het vorige lid kan de procureur des Konings aan de afdeling van de Dienst Justitiehuisen van de FOD Justitie van het gerechtelijk arrondissement van de verblijfplaats van de dader van het misdrijf de opdracht geven een beknopt voorlichtingsverslag op te stellen en/of een maatschappelijke enquête uit te voeren.

De dader van het misdrijf verricht de dienstverlening kosteloos tijdens de vrije tijd waarover hij naast zijn eventuele school- of beroepsactiviteiten beschikt.

De dienstverlening mag uitsluitend worden verricht bij openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de gemeenschappen en de gewesten, dan wel bij verenigingen zonder winstoogmerk of bij stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel oogmerk.

De dienstverlening mag niet bestaan uit een activiteit die, in de aangewezen overheidsdienst of vereniging, doorgaans door bezoldigde werknemers wordt verricht. »;